

Jeudi soir au cours d'une grande réunion publique (Grand Théâtre de Toulon)

"Notre "oui" sera un "oui" pour la paix en Algérie et il clamera en même temps notre détermination de barrer la route au fascisme en France" s'écrie M. François GOLESI, secrétaire fédéral du P. C. F.

DANS le cadre de la campagne électorale pour le référendum, la Fédération varoise du Parti Communiste Français organisait jeudi soir, au Théâtre municipal de Toulon, une grande réunion publique.

A la tribune avaient pris place les dirigeants fédéraux : MM. Golesti, Ronsoux, Jacomet, Le Madec, Mme Josette Vincent, ainsi que M. Revest et Mme Mériadee, secrétaires de la Section de Toulon.

Après quelques mots de bienvenue à ceux qui avaient répondu à l'appel du P.C.F., le président du bureau, M. Ronsoux, passa la parole à Mme Josette Vincent qui, dans une allocution émouvante allait retracer l'angoisse et les souffrances endurées au cours de cette guerre atroce par les mères françaises et algériennes.

L'EXPOSE DE JOSETTE VINCENT

Combien de souffrances, de deuils et de honte nous aurions été épargnés, combien de sacrifices nous aurions été évités, si on avait écouté notre Parti qui, depuis 7 ans, dit-elle, préconisait, malgré les menaces et les calomnies, ce qui a été admis aujourd'hui par le pouvoir gaulliste.

Outre les 17.000 jeunes soldats du contingent qui sont tombés lâbas pour une cause qui n'était pas la leur, les 53.000 qui sont revenus, mutilés, pour le restant de leur vie, brisés dans leur amour pour la plupart, demeurent l'exemple vivant des souffrances endurées.

Aussi les femmes françaises saluent-elles avec joie les accords d'Evian. S'ils ne sont pas encore la paix, ils ont le mérite d'avoir apporté un soulagement et de permettre d'envisager l'avenir avec plus de sécurité.

Considérant que les mères et épouses françaises ont apporté une contribution importante à l'accord sur le cessez-le-feu et considérant que l'arrêt des hostilités est d'abord notre victoire, s'écria l'oratrice, **NOUS REPOURRONS « OUI » SANS AUCUNE RETENUE.**

Vivement applaudie elle céda la parole à M. François Golesti, secrétaire fédéral du P.C.F. qui allait, dans une intervention fort documentée, faire le procès de la politique gaulliste, rétrograde et anti-

socialiste, et expliquer le véritable sens du « Oui » des communistes.

L'INTERVENTION DE M. FRANÇOIS GOLESI

Le cessez-le-feu, dit-il en préambule, est une grande victoire des forces de paix dont le mérite essentiel revient au peuple algérien. Mais ajoute-t-il, c'est aussi le succès de la classe ouvrière française auquel les communistes sont légitimement fiers d'avoir contribué.

Le cessez-le-feu, c'est également la possibilité d'alléger le poids écrasant des dépenses militaires et de porter un coup décisif aux entreprises criminelles du fascisme.

Enfin, pour notre jeunesse, c'est la fin d'un terrible cauchemar et la possibilité d'imposer rapidement le retour aux 18 mois de service militaire.

Nous approuvons les accords d'Evian, poursuit-il, car ils peuvent conduire, s'ils sont loyalement appliqués — et nous y veillerons — à une libre et fructueuse coopération entre la France et l'Algérie nouvelle.

Certains feignent de s'étonner de notre « Oui » à la Paix. Mais ce qui serait surprenant indique-t-il, c'est que nous répondions « non » à la Paix, alors qu'il y a plus de sept ans que nous luttons pour l'imposer.

Après avoir rappelé la constance depuis sept ans du P.C.F. dans l'affaire algérienne et le principe de la négociation avec « ceux contre qui on se bat » sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il posa la question ainsi :

« Qui a le mieux servi l'intérêt national ? Les faits parlent d'eux-mêmes. On a fini par où on aurait dû commencer.

Ce qui veut dire que si on avait écouté le P.C.F., on aurait évité sept années de guerre et de mal-

heur. Le bilan est tragique.

Pour la France, 17.000 tués, 220.000 blessés et malades, 2 millions et demi de soldats et gradés marqués dans leur chair et dans leur âme, 7.000 milliards inutilement gaspillés. Pas pour tout le monde pourrions-nous ajouter.

Pour le peuple algérien 1 million de morts, hommes, femmes, enfants, vieillards, 350.000 tués sous l'uniforme, 3 millions d'êtres meurtris dans les prisons et les camps de concentration.

Et si, poursuit-il, à l'heure où nous sommes réunis, pointe l'aube de la Paix, ce n'est, ni au général de Gaulle que nous le devons, pas plus qu'à tous les autres gouvernements qui se sont succédés de novembre 1954 à mai 1958 et qui sans aucune exception, pratiquèrent une politique fondée sur le postulat colonialiste de « l'Algérie Française ».

PAS UN DON DU POUVOIR...

« La Paix qui apparaît, n'est pas non plus, s'écria-t-il, un don du pouvoir personnel, comme le répètent à satiété la radio et le propagande gouvernementale.

Dès qu'il fut hissé au pouvoir en mai 1958, ne s'empressa-t-il pas de proclamer aux hommes qui sont légion dans l'O.A.S. « Qu'il les avait compris ? »

Définissant sa politique vis-à-vis de l'Algérie, il est bon de rappeler ce qu'il déclarait à ce propos.

« La France restera en Algérie — j'en réponds — Il faut que les rebelles soient vaincus. Ils ne déposeront pas les armes volontairement, alors il faut donc les réduire. »

Comme on le voit, le cessez-le-feu était donc pour le chef de l'Etat, la reddition pure et simple des combattants algériens. Mais les faits sont tenaces. Il a fallu céder. Il n'est au pouvoir de personne d'aller en contre-courant de l'histoire. Le mouvement de libération des peuples asservis est irréversible. C'est là un des aspects fondamentaux de la guerre algérienne.

Les quatre années de guerre sous le règne gaulliste se sont traduites en particulier par l'encouragement aux menées factieuses de l'O.A.S., le chaos et l'insécurité permanente. Les accords d'Evian ont sonné le glas de cette politique néfaste.

Notre « oui » de dimanche, dira M. Golesti, sera donc le constat de la victoire populaire. En répondant « oui » à la Paix, nous disons également « non » aux fascistes qui s'acharnent à saboter le cessez-le-feu, y compris en faisant tirer sur les soldats du contingent.

Notre « oui » clamera notre détermination de barrer la route au fascisme et notre inflexible volonté de voir le gouvernement mettre en œuvre tous les moyens pour briser et liquider définitivement l'O.A.S.

Mais, poursuit-il en même temps que nous dirons « oui », nous continuerons à combattre la politique réactionnaire pratiquée par le pouvoir gaulliste dans les différents domaines.

Ainsi, aucune équivoque n'est possible s'écria-t-il ! « Oui » à la victoire des forces anti-colonialistes, « oui » à la victoire du peuple algérien et du peuple français, « oui » aux perspectives nouvelles qu'ouvrent la fin de la guerre.

« Oui » à l'amitié entre deux peuples que la guerre a cruellement éprouvés, « oui » à des rapports nouveaux mutuellement avantageux entre la France et l'Algérie nouvelle.

« Oui » à la Paix et à l'avenir qui sera ce que nous le ferons, car il ne peut en aucune façon reposer sur un seul homme.

En demandant de répondre « oui » à la Paix en Algérie, le Parti Communiste Français appelle tous les travailleurs et les républicains à se rassembler et à s'unir dans l'action contre le fascisme et le pouvoir personnel pour la démocratie et pour la Paix inséparable de la grandeur française.

Dimanche 8 Avril, vous voterez « Oui » à la Paix en Algérie !

Charles COUROS